

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1956 B 00053

Numéro SIREN : 456 500 537

Nom ou dénomination : DALKIA

Ce dépôt a été enregistré le 10/07/2019 sous le numéro de dépôt 12146

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLE

445 boulevard Gambetta

CS 60455

59338 Tourcoing Cedex

DALKIA GROUPE EDF

Direction Juridique

quartier Valmy Espace 21 33 Place Ronde

92981 Paris la Défense Cedex

RECEPISSE DE DEPOT DES COMPTES ET BILANS ANNUELS

Dénomination : DALKIA

Numéro RCS : 456 500 537

Numéro Gestion : 1956B00053

Forme Juridique : Société anonyme

Adresse: 37 avenue du Maréchal de Lattre de

Tassigny

59350 Saint-André-lez-Lille

Dépôt des Comptes Annuels

Exercice clôturé le : 31/12/2018

Durée de l'exercice : 12 mois

Comptes annuels déposé le : 09/07/2019

Sous le numéro : 12146

Délivré à Lille Métropole le 10 juillet 2019

Le Greffier,

2019 5012746 (110)

DALKIA

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2018

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2018	Montant net 31/12/2017
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Brevets et logiciels	238 751	139 650	99 101	63 652
Fonds commercial	21 923	8 357	13 566	13 775
Autres immobilisations incorporelles	31 483		31 483	49 105
Immobilisations corporelles				
Terrains	368		368	368
Constructions	21 096	17 461	3 635	4 923
Autres installations techniques	711 895	315 802	396 093	413 121
Autres immobilisations corporelles	19 906	13 208	6 700	7 225
Immobilisations corporelles en cours	54 213		54 213	41 271
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	513 358	156 308	357 050	378 567
Créances rattachées à des participations	615 650	44 468	571 182	623 864
Autres titres immobilisés	2 347	226	2 121	2 056
Prêts	2 985		2 985	3 062
Autres	5 675		5 675	8 173
Total I	2 239 650	695 478	1 544 172	1 609 162
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	19 095	1 572	17 523	20 361
En-cours de production	134 499	650	133 849	113 781
Marchandises	4 203	15	4 188	4 092
Avances et acomptes versés sur commandes	1 676		1 676	785
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	709 946	5 687	704 259	534 809
Autres créances	864 955	81 608	783 347	792 112
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	15 193		15 193	14 870
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	30 594		30 594	31 041
Total II	1 780 161	89 532	1 690 628	1 511 880
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecarts de conversion actif (IV)				
				1 066
Total général (I+II+III+IV)	4 019 811	785 010	3 234 800	3 122 088

Certifié conforme

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2018

en milliers d'euros.

PASSIF	31/12/18	31/12/17
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	130 257	130 257
Ecart de réévaluation	45	45
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	1 677	42 106
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	-37 626	-40 388
Situation nette	397 866	425 535
Subventions d'investissements	51 323	47 259
Provisions réglementées	62 707	68 200
Total I	501 897	540 985
Avances conditionnées		
Total II	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	61 432	63 979
Provision pour charges	55 066	43 554
Total III	116 498	107 533
DETTES		
Emprunts et dettes au rès des établissements de crédit	29 330	38 672
Emprunts et dettes financières diverses	1 465 671	1 481 301
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	83 622	37 629
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	538 911	476 500
Dettes fiscales et sociales	309 831	275 139
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 635	1 504
Autres dettes	54 591	53 052
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	118 410	109 381
Total IV	2 615 001	2 473 378
Ecart de conversion passif V	1 404	182
Total général (I + II + III + IV + V)	3 234 800	3 122 088

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/18	31/12/17
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises		861
Produits de services	2 242 805	2 102 043
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	2 243 666	2 102 423
Production stockée	20 718	63 044
Production immobilisée	6 241	59 856
Subvention d'exploitation	127	555
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	26 835	26 517
Autres produits	171 898	189 523
Sous-total B	225 819	339 495
Total I (A+B)	2 469 485	2 441 918
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	742 430	732 344
Variation des stocks	2 349	2 468
Autres achats et charges externes	1 058 415	1 063 514
Impôts, taxes et versements assimilés	44 017	41 765
Salaires et traitements	421 815	402 807
Charges sociales	193 520	184 466
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	67 855	63 561
Sur actif circulant : (provisions)	1 728	1 837
Pour risques et charges : (provisions)	14 907	13 492
Autres charges	16 958	13 674
Total II	2 563 794	2 519 928
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-94 309	-78 010
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	47 301	40 473
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	6 123	7 901
Produits financiers		
Produits financiers de participation	36 108	26 876
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	45 154	43 247
Autres intérêts et produits assimilés	5 206	5 704
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 530	21 145
Différences positives de change	96	105
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	90 094	97 077
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	77 232	83 542
Intérêts et charges assimilées	34 150	47 177
Différences négatives de change	818	111
Total VI	112 200	130 830
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-22 106	-33 753
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-75 237	-79 191
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 106	5 720
Sur opérations en capital	38 446	45 794
Reprises sur provisions et transferts de charges	26 259	21 675
Total VII	65 811	73 189
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	11 118	13 723
Sur opérations en capital	18 571	28 631
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	13 538	9 094
Total VIII	43 227	51 448
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	22 584	21 741
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	-15 027	-17 064
Total des produits (I + III + V + VII)	2 672 692	2 652 858
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 710 318	2 693 044
RESULTAT	-37 626	-40 386

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 13 février 2019 par le Conseil d'Administration de la société.

Au 31 décembre 2018 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **3 234 799 562 €**

Le compte de résultat dégage une perte de : **- 37 626 250 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018. L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice 2018

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition de titres, apport en capital ou à la cession partielle de sociétés sur le périmètre France.

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- Apport en capital dans les sociétés pour un montant de plus de 12 millions d'euros
- Cession de 70 % des titres de Lens Biomasse Energie et Tours Biomasse Energie
- Rachat de 25% de la part minoritaire dans la société Tiru.
- Augmentation de capital chez ELM.

L'organigramme juridique de Dalkia a fait l'objet de simplifications pour des raisons de rationalisation, d'optimisation ou liées à des fins d'activité :

- Transmission universelle de patrimoine des sociétés BES et FEH dans Dalkia.
- Liquidation de la société Climadef

A - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN**1. BILAN - ACTIF****1.1. Variation des immobilisations brutes**

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit :

(Milliers d'euros)

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions		Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	254.899	37.276	(1)	18		292.157
Imm. Corporelles	775.686	43.446	(2)	11.654		807.478
Imm. Financières	1.176.940	123.506	(3)	160.430	(3)	1.140.015
Total	2.207.525	204.228		172.102		2.239.650

- (1) Les principaux éléments de variation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel des investissements sur des réseaux de chaleur, Géothermie, sites industriels clients....
- (3) La variation de l'année 2018 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 81 millions d'euros, l'acquisition et l'apport en capital de plusieurs filiales pour plus de 17 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 111 millions d'euros.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une Immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations terminées après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Cet amortissement financier est inscrit au passif.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations et apport	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	127.170	19.697	18	146.849
Immo. corporelles	308.249	48.158	10.908	345.499
Total	435.419	67.855	10.926	492.348

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur brute comptable des titres de participation est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elle pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 4 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclues avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Plusieurs filiales de Dalkia gèrent l'ensemble des achats et des stocks de combustibles (gaz, fioul, biomasse) sur le plan national et refacturent à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou pour une valeur nulle lorsque les quotas sont alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2018 s'élève à 25 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (Pôle National des CEE (PNCEE)) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'«économie d'énergie» conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les certificats sont acquis ou à leur coût de production.

La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock brut au 31/12/2018 s'élève à 15.400 milliers d'euros.

Les obligations d'économie d'énergie sont largement couvertes par Dalkia, tant sur l'obligation liée aux CEE classiques (Couverture 4 fois supérieure à l'obligation), que l'obligation liée aux CEE précarités (Couverture 3 fois supérieure à l'obligation).

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF**2.1. Capital social**

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

(Milliers d'euros)

• **Du 31/12/2017 au 31/12/2018**

En Milliers d'euros	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social	220.048			220.048
Primes liées au capital	130.257			130.257
Ecart de réévaluation	45			45
Réserves	73.466			73.466
Report à nouveau (1)	42.106		40.429	1.677
Résultat de l'exercice (1)	(40.386)	(37.626)	(40.386)	(37.626)
Subventions d'invest. Nettes (2)	47.259	4.807	743	51.323
Provisions réglementées (3)	68.200		5.493	62.707
Total	540.995	(32.819)	6.279	501.897

(1) Selon l'affectation de résultat 2017 :

- a. Affectation du résultat au compte Report à nouveau : - (40.386) K€
 b. Rémunération de l'engagement de concours financier : - 43 K€

(2) Subventions

Les subventions d'investissements reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé. L'augmentation de 4.807 K€ est la résultante de l'augmentation des subventions brutes pour 8.746 K€ et l'étalement des subventions en résultat de 3.939 K€.

(4) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire**2.3. Provisions**

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations et apports de l'exercice	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	68.200		5.493		62.707
Prov. spéciale de réévaluation	-				-
TOTAL I	68.200	-	5.493		62.707
Prov. pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Maintenance Copérations (i)	-	1.271			1.271
- Sinistres (ii)	23.269	9.137	8.230		24.176
- Litiges et divers (iii)-(iv)	40.710	6.303	11.028		35.985
Total provisions pour risques	63.979	16.711	19.258		61.432

Provisions pour charges :				
- Dettes fiscales latentes	-	1.946		1.946
- Garantie totale(v)	6.726	9.006	6.726	9.006
- PRCI (vi)	36.828	7.286	-	44.114
Total provisions pour charges	43.554	18.238	6.726	55.066
TOTAL II	107.533	34.948	25.984	116.498
Provisions pour dépréciation				
Immobilisations incorporelles	1.197	-	39	1.158
Immobilisations corporelles	529	486	45	970
Immobilisations financières	161.218	49.082	9.297	201.002
Stocks	1.805	666	234	2.237
Clients	7.378	1.063	2.753	5.687
Autres créances	63.033	21.162	2.587	81.608
TOTAL III	235.161	72.458	14.955	292.664
TOTAL GENERAL	410.894	107.406	46.432	471.869
Dotations et reprises				
- d'exploitation		16.636	16.642	
- financières		77.231	3.530	
- exceptionnelles		13.539	26.259	

2.3.1 Provisions pour risques et charges

(i) Provisions pour Maintenance Cogénérations

Dans le cadre de ses obligations contractuelles en matière de fournitures d'électricité et de vapeur, la société doit assurer la maintenance des équipements de cogénération.

A cet effet pour une partie de ses installations, elle porte au passif du bilan une provision pour risque destinée à couvrir les coûts de maintenance et notamment le coût des révisions périodiques inscrites dans les plans de maintenance des constructeurs.

(ii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers.

(iii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

(iv) Provisions pour perte à terminaison

Les contrats dégageant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour Garantie Totale

La garantie totale, dénommée P3 par la profession, couvre l'engagement pris vis-à-vis du client d'assurer le renouvellement et le maintien en état des installations définies au contrat pendant toute sa durée.

(vi) Provisions liées aux contrats de concession

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (Investissement d'origine et extensions).

2.3.2 Reclassement des reprises sur provisions sur filiales

Afin de ne pas déséquilibrer le résultat courant et le résultat exceptionnel, la société a reclassé en exceptionnel des reprises de provisions sur titres et compte courant (provisions dotées à l'origine en financier) de filiales liquidées et tupées. Le reclassement s'élève à 9.140 milliers d'euros.

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	2.037
Autres immobilisations financières	16
Créances clients et comptes rattachés	362.185
Autres créances	28.660
Total	392.898
Charges à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	443
Emprunts et dettes financières divers	14.631
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	314.543
Dettes fiscales et sociales	153.041
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7.256
Autres dettes	23.953
Total	513.866

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes**3.2.1 Créances**

(Milliers d'euros)

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	615.650	60.998	554.652
Prêts	2.985	20	2.965
Autres immobilisations financières	5.675		5.675
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	1.676	1.676	
Créances clients et comptes rattachés	709.946	709.946	
Autres créances	864.955	864.955	
Sous-total	2.200.887	1.637.595	563.292
Charges constatées d'avance	30.594	29.993	601
Total	2.231.481	1.667.588	563.893

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	29.330	20.918	2.030	6.382
Emprunts et dettes financières diverses	1.465.670	421.510	365.061	679.099
Avances et acomptes reçus sur commandes	83.622	83.622		
Fournisseurs et comptes rattachés	538.911	538.911		
Autres dettes	379.057	379.057		
Sous-total	2.496.590	1.444.018	367.091	685.481
Produits constatés d'avance	118.410	110.472	4.825	3.113
Total	2.615.000	1.554.490	371.916	688.594

3.3. Entreprises liées

Ce tableau fait apparaître en valeurs brutes :

- dans la colonne « **Entreprises liées** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées dans le Groupe EDF ;
- dans la colonne « **Participations** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés détenues à plus de 10% par Dalkia.

(Milliers d'euros)

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières :		
Participations	7	512.394
Créances rattachées à des participations	4.646	622.273
Prêts		2.941
Autres immobilisations financières		
Créances :		
Avances et acomptes versés sur commande	272	
Créances clients et comptes rattachés	69.584	163.263
Autres créances	260.257	446.955
Charges constatées d'avance	6	165
Dettes :		
Emprunts et dettes financières divers	1.314.414	150.378
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	28	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42.944	164.740
Dettes fiscales et sociales	608	9.668
Subvention d'exploitation	250	
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	245	969
Autres dettes	26	5.866
Produits constatés d'avance	7	54
Produits financiers :	830	90.095
Charges financières :	33.622	69.934

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT**1. Ventilation du Chiffre d'affaires**

(Milliers d'euros)

Secteur d'activité	31 12 2018	31 12 2017	Variation
Ventes d'exploitation	1 566 646	1 536 240	30 406
Ventes Travaux	545 077	451 664	93 413
Autres activités	131 943	114 519	17 424
Chiffre d'affaires Net	2 243 666	2 102 423	141 243

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges

	2018
Coûts exceptionnels sur opérations de gestion	10.283
Charges exceptionnelles sur filiales fusionnées ou liquidées	9.659
Provisions sur sinistres	9.137
Charges exceptionnelles sur filiales cédées	7.864
Provision pour charge de non récupération de crédit d'impôt	1.946
Charges sur contentieux	1.163
VNC des immobilisations corporelles cédées	747
Pénalités sur marchés	373
Autres charges exceptionnelles	2.055
Total	43.227

Nature des produits

Produit exceptionnel sur filiales cédées	33.931
Produits exceptionnels sur filiales fusionnées ou liquidées	9.146
Reprises provisions sinistres	8.230
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Reprise quote part de subvention d'investissement	3.793
Produits sur contentieux	2.599
Produits de cession sur Immobilisations corporelles	638
Autres produits exceptionnels	1.981
Total	65.811

Résultat exceptionnel**22.584****3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices**

(Milliers d'euros)

Nature du résultat	Exercice 2018			2017
	Avant impôt	Impôt	Après Impôt	Après Impôt
Résultat courant	(75.237)	-	(75.237)	(79.191)
Résultat exceptionnel	22.584	-	22.584	21.741
Participation des salariés				
Crédits d'impôt		15.027	15.027	17.064
Total	(52.653)	15.027	(37.626)	(40.386)

C - AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1. Engagements financiers

(Milliers d'euros)	2018	2017
Engagements donnés		
Garantie solidaire	281.381	333.071
Engagements retraite (1)	131.066	122.048
Paievements minimaux futurs sur contrats Location simple -Preneur	178.079	139.436
Avals et cautions donnés	137.572	151.585
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	160.612	160.400
Cautions de contre garantie	100.709	55.831
Engagement acquisition actifs financiers		
Garanties de passif	42.500	36.000
Paievements minimaux futurs sur contrats location financement	812	746
Autres	61.512	26.178
Total	1.094.243	1.025.295
Engagements reçus		
Lignes de crédit	180.000	50.000
Garantie reçue d'EDF relative aux opérations de financement	30.000	75.000
Avals et cautions reçus des fournisseurs	21.656	18.422
Quotas de CO2 (2)	1.576	957
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	235.240	146.387

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 0,70 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO2 pour la période 2013-2020 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWh. Les quotas d'émission alloués au titre de 2018 se sont élevés à 50 987 tonnes.

Les Allocations de quotas pour la période 2019-2020 (données publiées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie par Arrêté du 24/01/14- TNA Q3), d'un montant de 75 154 tonnes, valorisées au cours moyen mensuel publié par ICE de décembre 2018 de 20,97 €, s'élèvent à 1 576 milliers d'euros.

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques

2.1 Obligation de renouvellement

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants avant la date de scission (juillet 2014).

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les clients et le prestataire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO²

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO² et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO²

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés
197 535	196 738	55 755

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2018	2017
Valeur d'origine	3.507	3.507
Amortissements	2.754	2.396
Valeur résiduelle	753	1.111
Redevances versées	3.412	3.033
Redevances restant dues	463	842
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	349	
de 1 à moins de 5 ans	114	
à plus de 5 ans	0	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2019 de 3.761 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2018.

En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2018	3.672		
Ecart de conversion Passif	1.404		
Différences temporaires sur Quote part filiales	6.669		
Total des charges déductibles sur 2018	11.745	32.02%	3.761

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015, les déficits fiscaux antérieurs à l'intégration s'élevaient à 105,9 millions d'euros.

5. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Dalkia a comptabilisé sur l'année 2018, en réduction de l'impôt un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) d'un montant de 14,5 millions d'euros et transmis à EDF SA dans le cadre de l'Intégration fiscale.

Au titre de l'exercice 2018, Dalkia SA a enregistré une créance d'impôt vis-à-vis d'EDF SA pour le montant du CICE. Dalkia SA disposera ainsi, en cas de résultat fiscal bénéficiaire futur, du droit de minorer le paiement de son impôt à EDF SA au titre des trois années suivant celle au titre de laquelle la créance de CICE a été constatée, soit jusqu'au 31 décembre 2021. Si Dalkia SA reste déficitaire fiscalement jusqu'à cette date, le CICE pourra faire l'objet d'un remboursement par EDF SA à Dalkia SA à compter de l'année 2022.

L'article 244 quater C du Code Général des Impôts n'instaurant une obligation de transparence qu'au titre d'une utilisation du CICE, Dalkia SA n'a pas cette année d'obligation légale dans la mesure où elle n'a pas individuellement utilisé son CICE et ne sera à même de satisfaire à son obligation légale qu'à compter de l'exercice 2022 pour le CICE constaté au titre de 2018.

6. Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

7. Ventilation de l'effectif moyen

	2018	2017
Cadres	2.184	2.096
Agents de maîtrise	6.935	6.803
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	30	27
Ouvriers	630	657
Total	9.779	9.583

8. Compte personnel de Formation

A compter du 1er janvier 2015, le CPF remplace le DIF (Droit Individuel de Formation) mais les salariés ne perdent pas leurs droits qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020. L'alimentation du CPF est annuelle et est calculée à partir de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) par l'Administration qui transmet ensuite l'information à la Caisse des Dépôts et Consignations.

9. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 2.542 milliers d'euros pour l'exercice 2018.

10. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

11. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

DALKIA

SITUATION DE L'ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE ET DU PASSIF EXIGIBLE

(en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017
ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE (à un an au plus)		
Créances rattachées à des participations	60 998	74 535
Prêts	20	11
Autres immobilisations financières	0	93
Avances et acomptes versés sur commandes	1 678	795
Créances clients et comptes rattachés	709 946	542 188
Autres créances (dont comptes-courants) (1)	884 955	855 145
Sous-total 1	1 637 595	1 472 767
Disponibilités	15 193	14 870
Valeurs mobilières de placement		
Sous-total 2	15 193	14 870
TOTAL ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE	1 652 788	1 487 637
PASSIF EXIGIBLE (à un an au plus)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	592	464
Concours bancaires courants	20 328	29 300
Emprunts et dettes financières (dont comptes-courants)	421 510	582 381
Avances et acomptes reçus sur commandes	83 622	37 629
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	538 911	476 500
Dettes fiscales et sociales	309 831	275 139
Dettes sur immobilisations	14 635	1 504
Autres dettes (2)	54 581	53 052
TOTAL PASSIF EXIGIBLE	1 444 018	1 455 969
	2 018	2 017
(1) Ne sont pas repris les CCA à 1 an au plus	29 993	31 017
(2) Ne sont pas repris les PCA à 1 an au plus	110 472	94 555

TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)

	31/12/18	31/12/17
RESULTAT NET	-37 626	-40 386
Dotations Amortissements et Provisions - Exploitation	69 313	61 698
Dotations Provisions - Financier	20 951	27 199
Dotations Amortissements et Provisions - Exceptionnel	-5 534	1 137
+/- valeurs de cession	-16 304	-14 719
Dividendes	-36 109	-26 881
Coût de l'Endettement Financier	2 356	220
Impôts	-14 836	-16 918
Reprise de provision pour Risque Fiscal	1 946	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT - I	-15 843	-8 650
VARIATION DU BFR - II	-22 187	31 941
IMPOTS VERSES - III	-45	659
FLUX NETS SUR ACTIVITES OPERATIONNELLES - IV = I + II + III	-38 075	23 950
Investissements Industriels	-76 840	-96 978
Cessions de biens Industriels	636	1 112
Investissements financiers	-17 303	-102 408
Cessions financières	34 241	17 270
Variations des créances et autres actifs financiers	401	468
Dividendes Reçus	36 109	26 881
EFN - Fusion / Absorption	6 329	-1 710
FLUX NETS D'INVESTISSEMENT - V	-16 425	-156 365
FREE CASH FLOW OPERATIONNEL - VI = IV + V	-54 500	-131 415
Dividendes Versés	-43	-9 548
Intérêts Financiers Nets	-2 356	-221
FLUX NETS SUR ACTIVITES DE FINANCEMENT - VII	-2 399	-9 769
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER PAR LES FLUX - VIII = VI + VII	-56 899	-141 184
Endettement financier net au 1er janvier - IX	306 876	165 692
Endettement financier net au 31 décembre - X	363 775	306 876
ENDETTEMENT FINANCIER NET - VARIATION - XI = X - IX	56 899	141 184

DALKIA S.A.
Etats financiers au 31/12/2018

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

En euros

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2018 12 mois	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois	31/12/2015 12 mois	31/12/2014 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	220 047 504	220 047 504	220 047 504	220 047 504	220 047 504
Nombre d'actions	13 752 969	13 752 969	13 752 969	13 752 969	13 752 969
OPERATIONS et RESULTATS					
Chiffre d'affaires h.t.	2 243 666 444	2 102 422 773	2 039 532 581	2 065 565 593	2 182 248 821
Résultat avant impôts, participation, dot.amortissements et provisions	78 175 761	54 592 163	105 923 201	94 118 866	-128 650 278
Impôts sur les bénéfices	-15 028 700	-17 064 304	-14 531 013	-14 880 113	-15 985 554
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Dotations amortissements et provisions	128 828 701	112 042 164	85 840 304	63 878 250	-50 374 434
Résultat net	-37 626 250	-40 385 697	34 613 910	45 120 729	-62 290 290
Résultat distribué	0	0	8 251 581	19 941 805	
Dividende Statutaire	0	43 010	1 295 578	952 590	
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements-provisions	6,63	5,21	8,76	7,93	8,18
Résultat après impôt, participation, dot.amortissements et provisions	2,74	2,94	2,52	3,28	4,53
Dividende distribué			0,60	1,45	
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	9 779	9 583	9 607	9 789	9 700
Masse salariale	421 615 137	402 806 645	400 130 188	397 573 429	392 554 861
Sommes versées en avantages sociaux [Sécurité Soc., œuvres sociales..]	193 520 247	184 466 333	182 761 683	186 456 461	182 719 345

	Capital	Capitaux propres au titre que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Averces et prêts consentis par Dalkia	Montant des cartons gas arctés fournis par Dalkia	Coffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations
				Brute	Nette						
En KEUROS — Sociétés											
I - ENERGIE THERMIQUE											
GRAM	LE HAVRE	1 426	10 325	05%	31 132	31 132	0	0	115 688	4 635	3 301 CLOTURE 3008
TECHN	COURMAYEUR	451	-38	100%	18 876	490	3	0	0	-10	0
RÉSONOR	SAINTE ANNE	886	-2 886	100%	16 942	0	27 923	808	20 617	142	0
LEBRIN FRÈRES	SAINTE ANNE	2 825	1 825	100%	14 858	8 868	3	0	8 654	828	572
SOMESYS	MARSEILLE	1 338	401	100%	13 287	2 224	0	0	1 483	220	542
CYTEL	COURMAYEUR	10 538	-8 926	100%	10 537	0	22 002	43 520	24 680	-8 734	0
CE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE	GRENOBLE	6 000	84 297	42%	8 230	9 230	0	0	78 285	2 501	917 CLOTURE 3008
C.E. EVRY	EVRY	0	-24	99%	8 628	0	8	386	24	-34	0
EJM	LYON	18 060	5 277	85%	7 873	7 873	3 449	0	36 823	1 716	0
PARCELLES ENERGIE (ex SYD10)	COURMAYEUR	40	-3 008	100%	5 848	0	0	0	12 711	54	0
R ENERGIE	SAINTE ANNE	5 337	-85	100%	5 337	0	19 695	3 102	12 249	-378	0
CREIL ENERGIE	SAINTE ANNE	3 837	480	100%	3 837	0	10 085	9 518	10 418	293	0
COMUSSY	STYRABOURG	826	424	100%	3 237	1 620	0	0	4 998	318	180
SOGETHA	GAP	220	583	100%	3 200	3 200	1 631	0	12 263	294	129
2 SUBOMASSE ex nom 0291	STYRABOURG	0 301	-2 423	49%	2 941	2 941	0	0	14 789	-443	0
SOOL	TOURS	240	1 800	100%	2 788	0	24 878	0	13 417	-800	0
BOMEC	COURMAYEUR	162	-5 702	100%	2 620	0	14 371	0	8 783	-767	0
ES SERVICES	STYRABOURG	2 888	4 108	80%	2 326	2 326	4 453	0	36 028	-2 377	0
Trans Biomasse Energie	TOURS	388	7 098	30%	2 273	2 273	0	0	8 410	-82	88
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					30 129	17 630	883 681	241 280			13 291
II - ENERGIE ELECTRIQUE											
INDUSTELEC SUD EST	LYON	300	339	100%	9 671	0	0	0	5 002	582	774
COGESTAR	SAINTE ANNE	74	14 063	30%	8 319	8 313	824	0	88 798	8 073	1 195
MAVERA ENERGIES	LYON	35	7 481	80%	8 208	8 208	0	8 089	60 882	6 885	0
INDUSTELEC IDF	COURMAYEUR	900	255	97%	5 110	1 609	0	0	989	183	171
VALENERGIA	COURMAYEUR	2	864	80%	3 853	1 653	3 428	1 670	7 841	864	484
CAS (EX EXHOR)	TOURS	1 600	-374	100%	2 138	1 667	864	0	2 747	-501	0
COGERI	PLANOY	38	1 046	100%	2 265	2 265	2 685	1 047	8 030	1 046	0
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					720	565	70 015	9 518			4 122
III - ACTIVITES ANNEXES											
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	20 780	-4 800	100%	12 500	12 500	0	0	8 140	183	0
SESPACE FRANCE	SAINTE ANNE	307	1 630	100%	8 378	2 275	0	11 815	6 729	949	0
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURMAYEUR	1 538	500	100%	3 020	3 020	8	0	4 130	522	385
E2S	LYON	2 784	1 788	100%	2 689	2 689	8	0	38 184	1 417	1 566
OPTIMEGE	COURMAYEUR	302	-2 928	100%	2 437	2	2 883	0	0	-4	0
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 173	4 998	5 210	780			2 766
IV - FILIALES DE SPECIALITE											
Dalkia Field Solutions	VERREPRENEN-ALOU	835	6 480	100%	20 891	20 891	11 193	0	142 718	473	2 700
Dalkia Smart Building	PUTSAIK	7 880	-8 380	100%	15 085	5	28 908	33 953	88 474	-3 600	0
Dalkia air solution	MONTPELLIER	1 700	1 113	100%	5 320	5 320	1 733	0	12 384	-482	0
Dalkia Wastewater	PUTSAIK	10 000	-82 180	100%	32 780	32 730	0	0	68 117	-7 788	0
V - INTERNATIONAL											
DK ENERGY POLSKA	POLODNE	24 943	49 282	100%	71 798	71 798	8 052	8	12 866	3 615	1 858
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	118 250	-6 282	80%	68 771	68 771	16 659	0	1 094	3 308	0
DK Energia Rus	MURSK	21 116	51	100%	24 888	24 888	0	0	0	45	53
EDF Luminus Solution	BELGIUM	4 820	670	49%	4 282	4 282	0	0	7 398	482	0
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					3 449	1 470	41 834	5 061			
VI - DIVERSE											
Dalkia Infrastructure de Télécommunication	SAINTE ANNE	4 431	-20 873	100%	4 970	0	13 782	0	22	-379	0
Autres filiales et participations (renseignements globaux)					5 732	4 651	48 680	8 600			846
TOTAUX					818 708	348 173					

(1) y compris le résulât de l'exercice

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE DU 18 JUIN 2019

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui s'élève à une perte de 37 626 249,69 € en totalité au compte Report à nouveau qui passe ainsi de 1 677 384,58 € à (35 948 865,11 €).

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale rappelle qu'au titre des trois exercices précédant celui de l'exercice 2018, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercices	2017	2016	2015
Montant du dividende global distribué aux actionnaires	- €	8 251 781,40 €	19 941 805,05 €
Dividende par action distribué aux actionnaires *	- €	0,60 €	1,60 €

*Ce dividende était éligible à l'abattement de 40 %

Cette résolution est mise aux voix :

Votent pour : 13 746 438 voix

Votent contre ou s'abstiennent : 0 voix

Il résulte de ce vote que 13 746 438 voix ayant été obtenues, cette résolution est ADOPTEE.

CERTIFIE CONFORME PAR
La Présidente Directrice Générale





KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Dalkia
Société Anonyme

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

Dalkia

Société Anonyme

37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59350 Saint-André

Ce rapport contient 26 pages

Référence : XF-191-014

KPMG S.A.
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à direction et
conseil de surveillance
inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30060101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles

Siège social
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 Avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Dalkia
Société Anonyme

Siège social : 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59350 Saint-André
Capital social : € 220.047.504

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Dalkia – société anonyme relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2018 s'établit à 357.049.826 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 1.5 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles de la société, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 14 février 2019

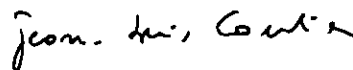
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Xavier Fournet
Associé

Paris La Défense, le 14 février 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Jean-Louis Caulier
Associé

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2018

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2018	Montant net 31/12/2017
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Brevets et logiciels	238 751	139 650	99 101	63 852
Fonds commercial	21 923	8 357	13 566	13 775
Autres immobilisations incorporelles	31 483		31 483	49 105
Immobilisations corporelles				
Terrains	368		368	368
Constructions	21 096	17 461	3 635	4 923
Autres installations techniques	711 895	315 802	396 093	413 121
Autres immobilisations corporelles	19 906	13 208	6 700	7 225
Immobilisations corporelles en cours	54 213		54 213	41 271
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	513 358	156 308	357 050	378 567
Créances rattachées à des participations	615 650	44 468	571 182	623 864
Autres titres immobilisés	2 347	226	2 121	2 058
Prêts	2 986		2 985	3 062
Autres	5 675		5 675	8 173
Total I	2 239 850	695 478	1 544 172	1 609 162
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	19 085	1 572	17 523	20 361
En-cours de production	134 499	650	133 849	113 781
Marchandises	4 203	15	4 188	4 092
Avances et acomptes versés sur commandes	1 676		1 676	795
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	709 946	5 687	704 259	534 809
Autres créances	864 955	81 608	783 347	792 112
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	15 193		15 193	14 870
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	30 594		30 594	31 041
Total II	1 780 161	89 532	1 690 628	1 511 880
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecart de conversion actif (IV)				
Total général (I+II+III+IV)	4 019 811	785 010	3 234 800	3 122 088

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2018

en milliers d'euros

PASSIF	31/12/18	31/12/17
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	130 257	130 257
Ecart de réévaluation	45	45
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	1 677	42 106
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	-37 626	-40 386
Situation nette	387 866	425 535
Subventions d'investissements	51 323	47 259
Provisions réglementées	62 707	68 200
Total I	501 897	540 995
Avances conditionnées		
Total II	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	61 432	63 979
Provision pour charges	55 066	43 554
Total III	116 498	107 533
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29 330	38 872
Emprunts et dettes financières diverses	1 465 671	1 481 301
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	83 622	37 629
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	638 911	476 500
Dettes fiscales et sociales	309 831	275 139
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 635	1 504
Autres dettes	54 591	53 052
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	118 410	109 381
Total IV	2 615 001	2 473 378
Ecart de conversion passif V	1 404	182
Total général (I + II + III + IV + V)	3 234 800	3 122 088

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/18	31/12/17
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	881	380
Produits de services	2 242 805	2 102 043
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	2 243 686	2 102 423
Production stockée	20 718	63 044
Production immobilisée	6 241	59 856
Subvention d'exploitation	127	555
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	26 835	26 517
Autres produits	171 898	189 523
Sous-total B	225 819	339 495
Total I (A + B)	2 469 485	2 441 918
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	742 430	732 344
Variation des stocks	2 349	2 468
Autres achats et charges externes	1 058 415	1 063 514
Impôts, taxes et versements assimilés	44 017	41 765
Salaires et traitements	421 615	402 807
Charges sociales	193 520	184 466
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	67 855	63 561
Sur actif circulant : (provisions)	1 728	1 837
Pour risques et charges : (provisions)	14 907	13 492
Autres charges	16 958	13 674
Total II	2 563 794	2 519 928
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-94 309	-78 010
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	47 301	40 473
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	6 123	7 801
Produits financiers		
Produits financiers de participation	36 108	26 876
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	45 154	43 247
Autres intérêts et produits assimilés	5 206	5 704
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 530	21 145
Différences positives de change	96	105
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	90 094	97 077
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	77 232	83 542
Intérêts et charges assimilées	34 150	47 177
Différences négatives de change	818	111
Total VI	112 200	130 830
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-22 106	-33 753
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-75 237	-79 191
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 106	5 720
Sur opérations en capital	38 446	45 794
Reprises sur provisions et transferts de charges	26 259	21 675
Total VII	65 811	73 189
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	11 118	13 723
Sur opérations en capital	18 571	28 631
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	13 538	9 094
Total VIII	43 227	51 448
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	22 584	21 741
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	-15 027	-17 064
Total des produits (I + III + V + VII)	2 672 692	2 652 658
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 710 318	2 693 044
RESULTAT	-37 626	-40 386

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 13 février 2019 par le Conseil d'Administration de la société.

Au 31 décembre 2018 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **3 234 799 562 €**
Le compte de résultat dégage une perte de : **- 37 626 250 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018. L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice 2018

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition de titres, apport en capital ou à la cession partielle de sociétés sur le périmètre France.

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- Apport en capital dans les sociétés pour un montant de plus de 12 millions d'euros
- Cession de 70 % des titres de Lens Biomasse Energie et Tours Biomasse Energie
- Rachat de 25% de la part minoritaire dans la société Tiru.
- Augmentation de capital chez ELM.

L'organigramme juridique de Dalkia a fait l'objet de simplifications pour des raisons de rationalisation, d'optimisation ou liées à des fins d'activité :

- Transmission universelle de patrimoine des sociétés BES et FEH dans Dalkia.
- Liquidation de la société Climadef

A - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN**1. BILAN - ACTIF****1.1. Variation des immobilisations brutes**

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit :

(Milliers d'euros)

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions		Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	254.899	37.276 (1)		18		292.157
Imm. Corporelles	775.686	43.446 (2)		11.654		807.478
Imm. Financières	1.176.940	123.506 (3)		160.430 (3)		1.140.015
Total	2.207.525	204.228		172.102		2.239.650

(1) Les principaux éléments de variation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques.

(2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel des investissements sur des réseaux de chaleur, Géothermie, sites industriels clients....

(3) La variation de l'année 2018 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 81 millions d'euros, l'acquisition et l'apport en capital de plusieurs filiales pour plus de 17 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 111 millions d'euros.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations terminées après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces Immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Cet amortissement financier est inscrit au passif.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations et apport	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	127.170	19.697	18	146.849
Immo. corporelles	308.249	48.158	10.908	345.499
Total	435.419	67.855	10.926	492.348

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur brute comptable des titres de participation est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elle pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 4 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclues avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Plusieurs filiales de Dalkia gèrent l'ensemble des achats et des stocks de combustibles (gaz, fioul, biomasse) sur le plan national et refacturent à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou pour une valeur nulle lorsque les quotas sont alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2018 s'élève à 25 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (Pôle National des CEE (PNCEE)) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'«économie d'énergie» conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les certificats sont acquis ou à leur coût de production.

La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock brut au 31/12/2018 s'élève à 15.400 milliers d'euros.

Les obligations d'économie d'énergie sont largement couvertes par Dalkia, tant sur l'obligation liée aux CEE classiques (Couverture 4 fois supérieure à l'obligation), que l'obligation liée aux CEE précarités (Couverture 3 fois supérieure à l'obligation).

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF**2.1. Capital social**

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

(Milliers d'euros)

• **Du 31/12/2017 au 31/12/2018**

En Milliers d'euros	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social	220.048			220.048
Primes liées au capital	130.257			130.257
Ecart de réévaluation	45			45
Réserves	73.466			73.466
Report à nouveau (1)	42.106		40.429	1.677
Résultat de l'exercice (1)	(40.386)	(37.626)	(40.386)	(37.626)
Subventions d'invest. Nettes (2)	47.259	4.807	743	51.323
Provisions réévaluées (3)	68.200		5.493	62.707
Total	540.995	(32.819)	6.279	501.897

(1) Selon l'affectation de résultat 2017 :

- a. Affectation du résultat au compte Report à nouveau : - (40.386) K€
 b. Rémunération de l'engagement de concours financier : - 43 K€

(2) Subventions

Les subventions d'investissements reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé. L'augmentation de 4.807 K€ est la résultante de l'augmentation des subventions brutes pour 8.746 K€ et l'étalement des subventions en résultat de 3.939 K€.

(4) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire**2.3. Provisions**

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations et apports de l'exercice	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	68.200		5.493		62.707
Prov. spéciale de réévaluation	-				-
TOTAL I	68.200	-	5.493		62.707
Prov. pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Maintenance Cogénération (i)	-	1.271			1.271
- Sinistres (ii)	23.269	9.137	8.230		24.176
- Litiges et divers (iii)-(iv)	40.710	6.303	11.028		35.985
Total provisions pour risques	63.979	16.711	19.258		61.432

Provisions pour charges :				
- Dettes fiscales latentes	-	1.946		1.946
- Garantie totale(v)	6.726	9.006	6.726	9.006
- PRCI (vi)	36.828	7.286	-	44.114
Total provisions pour charges	43.554	18.238	6.726	55.066
TOTAL II	107.533	34.948	25.984	- 116.498
Provisions pour dépréciation				
Immobilisations incorporelles	1.197	-	39	1.158
Immobilisations corporelles	529	486	45	970
Immobilisations financières	161.218	49.082	9.297	201.002
Stocks	1.805	666	234	2.237
Clients	7.378	1.063	2.753	5.687
Autres créances	63.033	21.162	2.587	81.608
TOTAL III	235.161	72.458	14.955	292.664
TOTAL GENERAL	410.894	107.406	46.432	- 471.869
Dotations et reprises				
- d'exploitation		16.636	16.642	
- financières		77.231	3.530	
- exceptionnelles		13.539	26.259	

2.3.1 Provisions pour risques et charges

(i) Provisions pour Maintenance Cogénérations

Dans le cadre de ses obligations contractuelles en matière de fournitures d'électricité et de vapeur, la société doit assurer la maintenance des équipements de cogénération.

A cet effet pour une partie de ses installations, elle porte au passif du bilan une provision pour risque destinée à couvrir les coûts de maintenance et notamment le coût des révisions périodiques inscrites dans les plans de maintenance des constructeurs.

(ii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers.

(iii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

(iv) Provisions pour perte à terminaison

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour Garantie Totale

La garantie totale, dénommée P3 par la profession, couvre l'engagement pris vis-à-vis du client d'assurer le renouvellement et le maintien en état des installations définies au contrat pendant toute sa durée.

(vi) Provisions liées aux contrats de concession

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (Investissement d'origine et extensions).

2.3.2 Reclassement des reprises sur provisions sur filiales

Afin de ne pas déséquilibrer le résultat courant et le résultat exceptionnel, la société a reclassé en exceptionnel des reprises de provisions sur titres et compte courant (provisions dotées à l'origine en financier) de filiales liquidées et tupées. Le reclassement s'élève à 9.140 milliers d'euros.

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	2.037
Autres immobilisations financières	16
Créances clients et comptes rattachés	362.185
Autres créances	28.660
Total	392.898
Charges à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	443
Emprunts et dettes financières divers	14.631
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	314.543
Dettes fiscales et sociales	153.041
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	7.256
Autres dettes	23.953
Total	513.866

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes**3.2.1 Créances**

(Milliers d'euros)

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	615.650	60.998	554.652
Prêts	2.985	20	2.965
Autres immobilisations financières	5.675		5.675
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	1.676	1.676	
Créances clients et comptes rattachés	709.946	709.946	
Autres créances	864.955	864.955	
Sous-total	2.200.887	1.637.595	563.292
Charges constatées d'avance	30.594	29.993	601
Total	2.231.481	1.667.588	563.893

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	29.330	20.918		6.382
Emprunts et dettes financières diverses	1.465.670	421.510	365.061	679.099
Avances et acomptes reçus sur commandes	83.622	83.622		
Fournisseurs et comptes rattachés	538.911	538.911		
Autres dettes	379.057	379.057		
Sous-total	2.496.590	1.444.018	367.091	685.481
Produits constatés d'avance	118.410	110.472	4.825	3.113
Total	2.615.000	1.554.490	371.916	688.594

3.3. Entreprises liées

Ce tableau fait apparaître en valeurs brutes :

- dans la colonne « **Entreprises liées** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées dans le Groupe EDF ;
- dans la colonne « **Participations** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés détenues à plus de 10% par Dalkia.

(Milliers d'euros)

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières :		
Participations	7	512.394
Créances rattachées à des participations	4.646	622.273
Prêts		2.941
Autres immobilisations financières		
Créances :		
Avances et acomptes versés sur commande	272	
Créances clients et comptes rattachés	69.584	163.263
Autres créances	260.257	446.955
Charges constatées d'avance	6	165
Dettes :		
Emprunts et dettes financières divers	1.314.414	150.378
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	28	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42.944	164.740
Dettes fiscales et sociales	608	9.668
Subvention d'exploitation	250	
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	245	969
Autres dettes	26	5.866
Produits constatés d'avance	7	54
Produits financiers :	830	90.095
Charges financières :	33.622	69.934

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT**1. Ventilation du Chiffre d'affaires**

(Milliers d'euros)

Secteur d'activité	31 12 2018	31 12 2017	Variation
Ventes d'exploitation	1 566 646	1 536 240	30 406
Ventes Travaux	545 077	451 664	93 413
Autres activités	131 943	114 519	17 424
Chiffre d'affaires Net	2 243 666	2 102 423	141 243

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2018
Coûts exceptionnels sur opérations de gestion	10.283
Charges exceptionnelles sur filiales fusionnées ou liquidées	9.659
Provisions sur sinistres	9.137
Charges exceptionnelles sur filiales cédées	7.864
Provision pour charge de non récupération de crédit d'impôt	1.946
Charges sur contentieux	1.163
VNC des Immobilisations corporelles cédées	747
Pénalités sur marchés	373
Autres charges exceptionnelles	2.055
Total	43.227
Nature des produits	
Produit exceptionnel sur filiales cédées	33.931
Produits exceptionnels sur filiales fusionnées ou liquidées	9.146
Reprises provisions sinistres	8.230
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Reprise quote part de subvention d'investissement	3.793
Produits sur contentieux	2.599
Produits de cession sur Immobilisations corporelles	638
Autres produits exceptionnels	1.981
Total	65.811
Résultat exceptionnel	22.584

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Milliers d'euros)

Nature du résultat	Exercice 2018			2017
	Avant impôt	Impôt	Après Impôt	Après Impôt
Résultat courant	(75.237)	-	(75.237)	(79.191)
Résultat exceptionnel	22.584	-	22.584	21.741
Participation des salariés				
Crédits d'impôt		15.027	15.027	17.064
Total	(52.653)	15.027	(37.626)	(40.386)

C - AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**1. Engagements financiers**

(Milliers d'euros)	2018	2017
Engagements donnés		
Garantie solidaire	281.381	333.071
Engagements retraite (1)	131.066	122.048
Paielements minimaux futurs sur contrats Location simple -Preneur	178.079	139.436
Avals et cautions donnés	137.572	151.585
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	160.612	160.400
Cautions de contre garantie	100.709	55.831
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	42.500	36.000
Paielements minimaux futurs sur contrats location financement	812	746
Autres	61.512	26.178
Total	1.094.243	1.025.295
Engagements reçus		
Lignes de crédit	180.000	50.000
Garantie reçue d'EDF relative aux opérations de financement	30.000	75.000
Avals et cautions reçus des fournisseurs	21.656	18.422
Quotas de CO2 (2)	1.576	957
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	235.240	146.387

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 0,70 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO2 pour la période 2013-2020 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWH. Les quotas d'émission alloués au titre de 2018 se sont élevés à 50 987 tonnes.

Les Allocations de quotas pour la période 2019-2020 (données publiées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie par Arrêté du 24/01/14- TNA Q3), d'un montant de 75 154 tonnes, valorisées au cours moyen mensuel publié par ICE de décembre 2018 de 20,97 €, s'élèvent à 1 576 milliers d'euros.

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques

2.1 Obligation de renouvellement

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants avant la date de scission (juillet 2014).

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les clients et le prestataire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO²

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO² et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO²

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés
197 535	196 738	55 755

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2018	2017
Valeur d'origine	3.507	3.507
Amortissements	2.754	2.396
Valeur résiduelle	753	1.111
Redevances versées	3.412	3.033
Redevances restant dues	463	842
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	349	
de 1 à moins de 5 ans	114	
à plus de 5 ans	0	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2019 de 3.761 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2018.

En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2018	3.672		
Ecart de conversion Passif	1.404		
Différences temporaires sur Quote part filiales	6.669		
Total des charges déductibles sur 2018	11.745	32.02%	3.761

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015, les déficits fiscaux antérieurs à l'intégration s'élevaient à 105,9 millions d'euros.

5. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Dalkia a comptabilisé sur l'année 2018, en réduction de l'impôt un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) d'un montant de 14,5 millions d'euros et transmis à EDF SA dans le cadre de l'Intégration fiscale.

Au titre de l'exercice 2018, Dalkia SA a enregistré une créance d'impôt vis-à-vis d'EDF SA pour le montant du CICE. Dalkia SA disposera ainsi, en cas de résultat fiscal bénéficiaire futur, du droit de minorer le paiement de son impôt à EDF SA au titre des trois années suivant celle au titre de laquelle la créance de CICE a été constatée, soit jusqu'au 31 décembre 2021. Si Dalkia SA reste déficitaire fiscalement jusqu'à cette date, le CICE pourra faire l'objet d'un remboursement par EDF SA à Dalkia SA à compter de l'année 2022.

L'article 244 quater C du Code Général des Impôts n'instaurant une obligation de transparence qu'au titre d'une utilisation du CICE, Dalkia SA n'a pas cette année d'obligation légale dans la mesure où elle n'a pas individuellement utilisé son CICE et ne sera à même de satisfaire à son obligation légale qu'à compter de l'exercice 2022 pour le CICE constaté au titre de 2018.

6. Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

7. Ventilation de l'effectif moyen

	2018	2017
Cadres	2.184	2.096
Agents de maîtrise	6.935	6.803
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	30	27
Ouvriers	630	657
Total	9.779	9.583

8. Compte personnel de Formation

A compter du 1er janvier 2015, le CPF remplace le DIF (Droit Individuel de Formation) mais les salariés ne perdent pas leurs droits qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020. L'alimentation du CPF est annuelle et est calculée à partir de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) par l'Administration qui transmet ensuite l'information à la Caisse des Dépôts et Consignations.

9. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 2.542 milliers d'euros pour l'exercice 2018.

10. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

11. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

DALKIA

SITUATION DE L'ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE ET DU PASSIF EXIGIBLE

(en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017
ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE (à un an au plus)		
Créances rattachées à des participations	60 998	74 535
Prêts	20	11
Autres immobilisations financières	0	93
Avances et acomptes versés sur commandes	1 676	795
Créances clients et comptes rattachés	709 948	542 188
Autres créances (dont comptes-courants) (1)	864 955	855 145
Sous-total 1	1 637 595	1 472 767
Disponibilités	15 193	14 870
Valeurs mobilières de placement		
Sous-total 2	15 193	14 870
TOTAL ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE	1 652 788	1 487 637
PASSIF EXIGIBLE (à un an au plus)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	592	464
Concours bancaires courants	20 326	29 300
Emprunts et dettes financières (dont comptes-courants)	421 510	562 381
Avances et acomptes reçus sur commandes	83 622	37 629
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	538 911	476 500
Dettes fiscales et sociales	309 831	275 139
Dettes sur immobilisations	14 635	1 504
Autres dettes (2)	54 591	53 052
TOTAL PASSIF EXIGIBLE	1 444 018	1 455 969
	2 018	2 017
(1) Ne sont pas repris les CCA à 1 an au plus	29 993	31 017
(2) Ne sont pas repris les PCA à 1 an au plus	110 472	94 555

TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)

	31/12/18	31/12/17
RESULTAT NET	-37 626	-40 386
Dotations Amortissements et Provisions - Exploitation	69 313	61 696
Dotations Provisions - Financier	20 851	27 199
Dotations Amortissements et Provisions - Exceptionnel	-5 534	1 137
+/- valeurs de cession	-16 304	-14 719
Dividendes	-36 109	-26 881
Coût de l'Endettement Financier	2 356	220
Impôts	-14 836	-16 918
Reprise de provision pour Risque Fiscal	1 946	0
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT - I	-15 843	-8 650
VARIATION DU BFR - II	-22 187	31 941
IMPÔTS VERSES - III	-45	659
FLUX NETS SUR ACTIVITÉS OPERATIONNELLES - IV = I + II + III	-38 075	23 950
Investissements Industriels	-76 840	-86 976
Cessions de biens Industriels	638	1 112
Investissements financiers	-17 303	-102 408
Cessions financières	34 241	17 270
Variations des créances et autres actifs financiers	401	468
Dividendes Reçus	36 109	26 881
EFN - Fusion / Absorption	6 329	-1 710
FLUX NETS D'INVESTISSEMENT - V	-16 425	-155 365
FREE CASH FLOW OPERATIONNEL - VI = IV + V	-54 500	-131 416
Dividendes Versés	-43	-9 548
Intérêts Financiers Nets	-2 356	-221
FLUX NETS SUR ACTIVITÉS DE FINANCEMENT - VII	-2 399	-9 769
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER PAR LES FLUX - VIII = VI + VII	-56 899	-141 184
Endettement financier net au 1er janvier - IX	306 876	165 692
Endettement financier net au 31 décembre - X	363 775	306 876
ENDETTEMENT FINANCIER NET - VARIATION - XI = X - IX	56 899	141 184

DALKIA S.A.
Etats financiers au 31/12/2018

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

En euros

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2018 12 mois	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois	31/12/2015 12 mois	31/12/2014 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	220 047 504	220 047 504	220 047 504	220 047 504	220 047 504
Nombre d'actions	13 752 969	13 752 969	13 752 969	13 752 969	13 752 969
OPERATIONS et RESULTATS					
Chiffre d'affaires h.t.	2 243 666 444	2 102 422 773	2 039 532 581	2 065 566 593	2 182 248 821
Résultat avant impôts, participation, dot.amortissements et provisions	76 175 751	54 592 163	105 923 201	94 118 866	-128 650 278
Impôts sur les bénéfices	-15 026 700	-17 064 304	-14 531 013	-14 860 113	-15 985 554
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Dotations amortissements et provisions	128 828 701	112 042 184	85 840 304	63 878 250	-50 374 434
Résultat net	-37 826 250	-40 385 697	34 613 910	45 120 729	-62 290 290
Résultat distribué	0	0	8 251 581	19 941 805	
Dividende Statutaire	0	43 010	1 295 578	952 590	
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements-provisions	6,63	5,21	8,76	7,93	8,19
Résultat après impôt, participation, dot.amortissements et provisions	2,74	2,84	2,32	3,28	4,53
Dividende distribué			0,80	1,45	
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	9 779	9 583	9 807	9 789	9 700
Masse salariale	421 615 137	402 806 645	400 130 188	397 573 429	392 554 861
Sommes versées en avantages sociaux [Sécurité Soc., œuvres sociales..]	193 520 247	184 466 333	182 761 683	186 456 461	182 719 345

		Capital	Capitaux propres au(x) que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Avenances et prêts consentis par Dalixa	Montant des cartons, par actions fournies par Dalixa	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalixa au cours du dernier exercice	Observations
					Brute	Nette						
En KEURROS — Sociétés												
I - ENERGIE THERMIQUE												
GRAM	LE HAVRE	1 428	10 328	0%	31 132	31 132	0	0	116 608	4 833	3 391	CLOTURE 30/06
YFONE	COURMAYEUR	451	-36	100%	18 676	490	0	0	0	-10	0	
RESONOR	SAINTE ANNE	898	-2 888	100%	18 842	0	27 923	858	20 817	142	0	
LEFRAN FRERES	SAINTE ANNE	2 826	1 826	100%	14 858	8 608	0	0	8 054	428	572	
SOMESYS	MARSEILLE	1 330	401	100%	13 287	2 224	0	0	1 483	220	542	
LYEL	COURMAYEUR	10 638	-8 926	100%	10 537	0	22 002	43 320	24 080	-6 734	0	
CIE DE CHAUFFAGE DE GRENOBLE	GRENOBLE	8 000	84 287	42%	8 230	9 230	0	0	78 235	2 501	0	017 CLOTURE 30/06
C E EVRY	EVRY	0	-24	98%	8 626	0	0	388	24	-24	0	
EJM	LYON	18 060	8 277	85%	7 673	7 673	3 443	0	38 820	1 710	0	
SARCELLES ENERGIE (ex SVD10)	COURMAYEUR	40	-3 928	100%	5 848	0	0	0	12 711	64	0	
R ENERGIE	SAINTE ANNE	5 337	-85	100%	5 337	0	19 505	3 182	12 240	-378	0	
CREIL ENERGIE	SAINTE ANNE	3 827	488	100%	3 827	0	18 085	3 518	10 418	293	0	
SOMUSSY	GUYANCOURT	826	424	100%	3 257	1 620	0	0	4 498	318	180	
SOGETHA	SAINT	220	583	100%	3 200	3 200	1 631	0	12 283	284	120	
SUBOMASSE (ex num 0201)	STRASBOURG	8 001	-2 423	48%	2 941	2 941	0	0	14 789	-443	0	
SOOL	TOURS	240	1 800	100%	2 788	0	24 978	0	13 417	-800	0	
BOMEC	COURMAYEUR	153	-5 702	100%	2 820	0	14 371	0	8 783	-787	0	
ES SERVICES	STRASBOURG	2 889	4 188	80%	2 328	2 328	4 453	0	26 028	-2 377	0	
Trus Biomasse Energie	TOURS	388	7 008	30%	2 278	2 273	0	0	8 410	-92	98	
Autres filiales et participations (enseignements globaux)					30 129	17 830	889 591	241 280			13 291	
II - ENERGIE ELECTRIQUE												
INDUSTELEC SUD EST	LYON	300	398	100%	9 871	0	0	0	5 002	682	774	
COGESTAR	SAINTE ANNE	74	14 083	30%	8 318	8 313	824	0	68 798	8 076	1 195	
AVERA ENERGIES	LYON	38	7 481	50%	8 298	8 298	8	9 088	80 882	8 885	0	
INDUSTELEC IDF	COURMAYEUR	800	288	97%	5 110	1 609	0	0	909	189	171	
VALENERGIA	COURMAYEUR	2	864	80%	3 653	1 851	3 426	1 670	7 041	884	434	
DAS (EX EXHOR)	TOURS	1 800	-374	100%	3 136	1 807	894	0	2 747	-801	0	
COGERI	PARIS	38	1 048	100%	2 265	2 255	2 585	1 047	8 058	1 048	0	
Autres filiales et participations (enseignements globaux)					720	566	70 015	8 519			4 122	
III - ACTIVITES ANNEXES												
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 780	-4 800	100%	12 500	12 500	0	0	8 140	183	0	
GEBSPACE FRANCE	SAINTE ANNE	307	1 630	100%	8 378	2 275	0	11 815	8 729	949	0	
OPTIMEGE BUILDING MANAGEMENT	COURMAYEUR	1 538	500	100%	3 028	3 020	0	0	4 190	322	385	
E2S	LYON	2 784	1 788	100%	2 880	2 859	0	0	38 184	1 417	1 568	
OPTIMEGE	COURMAYEUR	802	-2 928	100%	2 457	2	2 889	0	0	-4	0	
Autres filiales et participations (enseignements globaux)					5 178	4 398	5 210	780			2 766	
IV - FILIALES DE SPECIALITE												
Dalixa Cold Solutions	VERVIERS-EN-AUVOIS	936	8 460	100%	20 001	20 801	13 193	0	142 718	478	2 790	
Dalixa Smart Building	LUTILIAUX	7 880	-8 380	100%	18 085	1	28 908	33 853	88 424	-3 860	0	
Dalixa et solution	MONTEBELIER	1 700	1 112	100%	8 320	8 320	1 783	0	12 384	-482	0	
Dalixa Westenergy	LUTILIAUX	10 000	-32 180	100%	32 780	32 730	0	0	68 117	-17 788	0	
V - INTERNATIONAL												
DK ENERGY POLSKA	POLOGNE	24 843	49 282	100%	71 788	71 788	8 852	0	12 868	8 013	1 858	
EDF Energy Services Limited	GRANDE BRETAGNE	118 250	-6 782	50%	68 771	68 771	18 658	0	1 004	3 368	0	
DK Energie Rus	RUSSIE	21 118	51	100%	24 888	24 888	0	0	0	45	53	
EDF Lumina Solution	BELGIQUE	4 826	870	48%	4 282	4 282	0	0	7 398	482	0	
Autres filiales et participations (enseignements globaux)					3 448	1 478	41 834	5 051			846	
VI - DIVERSE												
Dalixa Infrastructure de Télécommunication	SAINTE ANNE	4 431	-20 873	100%	4 978	0	13 783	0	22	-378	0	
Autres filiales et participations (enseignements globaux)					5 732	4 651	43 680	8 600			846	
TOTAL					8 95 708	368 173						

(1) y compris le résidu de l'exercice